

lement à rejeter la conception qui voit la **preuve** absolue du « socialisme » dans l'accroissement des forces productives. Elle fut non seulement défendue par le Centrisme, mais aussi par Trotsky : « le » libéralisme fait semblant de ne pas » voir les énormes progrès économiques » du régime soviétique, c'est-à-dire les » preuves concrètes des avantages incalculables du socialisme. Les économistes des classes dépossédées passent » tout simplement sous silence les » rythmes de développement industriel » sans précédent dans l'histoire mondiale. » (« Lutte des classes » juin 1930.) Nous l'avons déjà marqué au début de ce chapitre, cette question de « rythme » resta au premier plan des préoccupations de Trotsky et de son opposition alors qu'elle ne répond en rien à la mission du prolétariat, laquelle consiste à modifier le **mobile** de la production et non à accélérer son rythme sur la misère du prolétariat, tout comme cela se passe dans le capitalisme. Le prolétariat a d'autant moins de raisons de s'attacher au facteur « rythme » que d'une part, il ne conditionne en rien la construction du socialisme, puisque celui-ci est d'ordre international et que, d'autre part, son néant sera révélé par l'apport de la haute technique capitaliste à l'économie socialiste mondiale.

Quand nous posons comme tâche économique primordiale la nécessité de changer le mobile de la production, c'est-à-dire de l'orienter vers les besoins de la consommation, nous en parlons évidemment comme d'un **procès** et non comme d'un produit immédiat de la Révolution. La structure même de l'économie transitoire, telle que nous l'avons analysée, ne peut engendrer cet automatisme économique, car la survivance du « droit bourgeois » laisse subsister certains rapports sociaux d'exploitation et la force de travail conserve encore, dans une certaine mesure, le caractère de marchandise. La politique du parti, stimulée par l'activité revendicative des ouvriers, au travers de leurs organisations syndicales doit précisément tendre à abolir la contradiction entre force de travail et travail, qui fut développée à l'extrême par le capitalisme. En d'autres termes, à l'usage capitaliste de la force de travail en vue de l'accumulation de capital doit se substituer l'usage « prolé-

tarien » de cette force de travail vers des besoins purement sociaux, ce qui favorisera la consolidation politique et économique du prolétariat.

Dans l'organisation de la production, l'Etat prolétarien doit donc s'inspirer, **avant tout**, des besoins des masses, développer les branches productives qui peuvent y répondre, en fonction évidemment des conditions spécifiques et matérielles qui prévalent dans l'économie envisagée.

Si le programme économique élaboré reste dans le cadre de la construction de l'économie socialiste mondiale, par conséquent relié à la lutte internationale des classes, l'Etat prolétarien pourra d'autant mieux se confiner dans sa tâche de développer la consommation. Par contre, si ce programme prend un caractère **autonome** visant directement ou indirectement au « socialisme national », une part croissante du surtravail s'engloutira dans la construction d'entreprises qui dans l'avenir ne trouveront pas leur justification dans la division internationale du travail ; par contre ces entreprises seront appelées inévitablement à devoir produire des moyens de défense pour « la société socialiste » en construction. Nous verrons que c'est là précisément le sort qui échet à la Russie soviétique.

Il est certain que toute amélioration de la situation matérielle des masses prolétariennes dépend en premier lieu de la productivité du travail, et celle-ci du degré technique des forces productives, par conséquent de l'accumulation. Elle est liée, en second lieu, au rendement du travail correspondant à l'organisation et à la discipline au sein du **procès du travail**. Tels sont les éléments fondamentaux, tels qu'ils existent aussi dans le système capitaliste, avec cette caractéristique que là les résultats concrets de l'accumulation sont détournés de leur destination humaine au profit de l'accumulation en « soi ». La productivité du travail ne se traduit pas en objets de consommation, mais en capital.

Il serait vain de se dissimuler que le problème est loin d'être résolu par la proclamation d'une politique tendant à élargir la consommation. Mais il faut commencer par l'affirmer parce qu'il s'agit d'une directive majeure qui s'oppose irréductiblement à celle poussant au pro-

mier plan l'industrialisation et sa croissance accélérée et sacrifiant inévitablement une ou plusieurs générations de prolétaires (le Centrisme l'a déclaré ouvertement). Or, un prolétariat « sacrifié », même pour des objectifs qui peuvent paraître correspondre à son intérêt historique (la réalité en Russie a démontré qu'il n'en était cependant rien) ne peut constituer une force réelle pour le prolétariat mondial ; il ne peut que s'en détourner, sous l'hypnose des objectifs nationaux.

Il y a, il est vrai, l'objection qu'il ne peut y avoir élargissement de la consommation sans accumulation, et d'accumulation sans un prélèvement plus ou moins considérable sur la consommation. Le dilemme sera d'autant plus aigu qu'il correspondra à un développement restreint des forces productives et à une médiocre productivité du travail. C'est dans ces pires conditions que le problème se pose en Russie et qu'une des manifestations les plus dramatiques en fut le phénomène des « ciseaux ».

Toujours sur la base des considérations internationalistes que nous avons développées, il faut donc affirmer (si l'on ne veut tomber dans l'abstraction) que les tâches économiques du prolétariat, dans leur diminution historique, sont **primordiales**. Les camarades de « Bilan », animés par la juste préoccupation de mettre en évidence le rôle de l'Etat prolétarien sur le terrain mondial de la lutte des classes, ont singulièrement rétréci l'importance du problème en question, en considérant que « les domaines » économique et militaire (1) ne pourront être qu'**accessoires** et de **détail** dans l'activité de l'Etat prolétarien, alors qu'il sont d'un ordre essentiel pour une classe exploitrice » (Bilan, p. 612). Nous le répétons, le programme est déterminé et limité par la politique mondiale de l'Etat prolétarien, mais cela étant établi, il reste que le prolétariat n'aura pas de trop de toute sa vigilance et de toute son énergie de classe pour seulement essayer de trouver la solution

(1) — Nous sommes d'accord avec les camarades de « Bilan » pour dire que la défense de l'Etat prolétarien ne se pose pas sur le terrain militaire mais sur le plan politique, par sa liaison avec le prolétariat international.

essentielle à ce redoutable problème de la consommation qui conditionnera quand même son rôle de « simple facteur de la lutte du prolétariat mondial ».

Les camarades de « Bilan » commettent, d'après nous, une autre erreur (2) en ne faisant pas la distinction entre une gestion tendant à la construction du « socialisme » et une gestion **socialiste** de l'économie transitoire, en déclarant notamment que « loin de pouvoir envisager la possibilité de la gestion socialiste de l'économie dans un pays donné » et la lutte de l'internationale, nous devons commencer par proclamer l'impossibilité même de cette gestion socialiste. » Mais, qu'est-ce qu'une politique qui poursuit le relèvement des conditions de vie des ouvriers si ce n'est une politique de gestion véritablement socialiste visant précisément à renverser le processus de la production par rapport au processus capitaliste. Dans la période de transition, il est parfaitement possible de faire surgir ce nouveau cours économique d'une production s'effectuant, pour les **besoins**, alors même que les classes survivent.

Mais il reste que le changement du mobile de la production ne dépend pas uniquement de l'adoption d'une politique juste, mais surtout de la pression sur l'économie des organisations du prolétariat comme de l'adaption de l'appareil productif à ses besoins. En outre l'amélioration des conditions de vie ne tombe pas du ciel. Elle est fonction du développement de la capacité productive, qu'il soit la conséquence de l'augmentation de la **masse** de travail social, d'un rendement plus grand du travail, résultant de sa meilleure organisation ou encore de la plus grande production du travail donné par des moyens de production plus puissants.

Pour ce qui est de la **masse** de travail social — si nous supposons invariable le nombre d'ouvriers occupés — nous avons dit qu'elle est donnée par la **durée** et l'**intensité** d'emploi de la force de travail. Or ce sont justement ces deux factions alliées à la baisse de valeur de la force de travail comme effet de sa plus grande productivité, qui déterminent le

(2) — Qui n'est peut-être que de pure formulation, mais qu'il importe de relever quand même parce qu'elle se relie à leur tendance à minimiser les problèmes économiques.